

et de nous sacrifier afin de nous assurer que ce vieil arbre reste debout, croissant et se garnissant sans cesse de nouvelles branches.

Nos pères ont combattu, versé leur sang et sont mort pour établir en ce pays la liberté civile et personnelle. Ils l'ont fait pour nous valoir la liberté de parole et de culte, le droit de participer au gouvernement de notre pays et le droit à une existence personnelle au lieu d'une vie enrégimentée. Je soutiens que si nous nous désintéressons de ces libertés si chèrement acquises, nous les perdrons fatalement. Voilà pourquoi j'estime que les journaux qui ont favorisé cette campagne d'un bout à l'autre du pays ont insulté les Canadiens intelligents qui prisent leurs libertés et qui ont l'intention de continuer de les exercer en ayant autant de partis qu'ils le désirent.

Je ne dis pas que j'approuve la multiplicité des partis, mais je soutiens que si les Canadiens veulent s'associer de façon démocratique en vue d'atteindre des fins louables, s'ils le font ouvertement et non pas de façon subversive, ils en ont le droit et aucun journal ni aucun folliculaire ne devrait pouvoir contrecarrer l'exercice de ce droit.

Quelques mots de la très importante question de la dévalorisation de la livre. Je ne crois pas me tromper en disant que cette question est tellement compliquée que personne peut-être n'en peut saisir toute la portée; nul ne peut dire non plus quels peuvent être les résultats du geste qu'a posé la Grande-Bretagne samedi dernier. Il y a tellement d'éléments en cause, y compris l'élément humain. Si nous pouvions prévoir ce que feront les travailleurs syndiqués sous le coup de la dévalorisation, ou les réactions auxquelles on pourra s'attendre de la part des capitalistes et des exportateurs et des industriels américains, peut-être pourrions-nous nous faire une idée de la conséquence de la mesure que vient de prendre la Grande-Bretagne. Cependant, les prévisions sont assez faciles à établir pour qu'il ne soit pas hors de propos en ce moment de dire quelques mots pour donner l'éveil.

Étant donné toutes les preuves à notre disposition, nous sommes justifiés de tirer certaines conclusions. Tout d'abord, la Grande-Bretagne n'a pas volontairement dévalorisé la livre. Je suis persuadé que la Grande-Bretagne a agi par contrainte, comme elle a dû le faire en d'autres circonstances il n'y a pas très longtemps, à Bretton-Woods par exemple. J'ai remarqué que sir Stafford Cripps a déclaré à maintes reprises que la Grande-Bretagne n'allait pas recourir à la dévalorisation. Il l'a répété le jour même où son navire est entré en rade de New-York, alors qu'il venait assister à la conférence de

Washington. Sir Stafford Cripps a donné à entendre, depuis un an, qu'on exerçait une pression sur la Grande-Bretagne. Le *Christian Science Monitor* du 13 septembre renferme un article dû à la plume de M. Neal Stanford et intitulé *La banque mondiale pousse à la dévalorisation*. L'auteur signale le rapport que publiaient récemment le Fonds monétaire international et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Voici les brefs extraits qu'il en donne:

Le rajustement du taux du change peut être l'unique moyen d'accroître ses exportations auquel puisse recourir un pays dont les frais de production sont élevés.

Le but principal des pays déficitaires devrait être d'accroître leurs exportations aux États-Unis, de façon à gagner des dollars.

Et plus loin:

Les pays déficitaires ne peuvent se permettre de renoncer à tout instrument convenable, y compris tout rajustement nécessaire du cours du change, qui pourrait accroître leurs exportations aux pays du dollar et fournir ainsi à leurs populations des produits d'importation.

Nous pouvons conclure de tout ce que nous avons lu dans les journaux depuis sept ou huit mois que la Grande-Bretagne a subi une pression extraordinaire, notamment de la part de la banque mondiale.

La deuxième conclusion qui se dégage de la mesure prise samedi dernier, c'est que la Grande-Bretagne doit augmenter ses exportations de 30 p. 100 si elle veut trouver les dollars dont elle a absolument besoin, et davantage si elle veut obtenir un seul dollar de plus. Pourra-t-elle y parvenir? L'augmentation paraît énorme. Et si les industriels et les exportateurs des États-Unis réduisaient sensiblement le prix de leurs produits? Ce pourrait fort bien être le règne de la concurrence à outrance, ce qui supprimerait les avantages de la dévalorisation. Quelle garantie avons-nous que cela ne se produira pas?

Me permettez-vous, monsieur l'Orateur, de tirer une troisième conclusion? Je crois que nous avons raison de croire qu'on aurait pu résoudre le problème du dollar de la Grande-Bretagne aussi bien, et avec moins de dangers pour le monde entier, par la réduction des droits de douanes aux États-Unis et l'adoucissement des règlements des douanes, plutôt que par la dévalorisation. Il faut se rappeler, monsieur l'Orateur, que la Grande-Bretagne a atteint le point où son commerce est en équilibre avec le reste du monde. Il semble, cependant, que de puissants groupes de financiers américains ont combattu avec succès cette solution rationnelle, et que la Banque internationale ainsi